

ce bureau, et ne recevait qu'un petit salaire pour remplir les devoirs du bureau. Dans la campagne électorale de 1872, M. McMILLAN reçut la visite de deux messieurs, dont un était intimement lié à la famille de l'hon. député de Cumberland, et ils lui demandèrent s'il voulait voter pour le Dr. ALMON et M. TOBIN. M. McMILLAN dit qu'il ne voulait pas, mentionnant qu'il ne prenait aucune part à la politique. On lui demanda son nom; il le donna; ensuite on lui dit que s'il ne votait pas pour ces candidats son nom serait transmis à Ottawa, et il ne recevrait jamais une augmentation de salaire tant que les messieurs vis-à-vis resteraient au pouvoir.

L'HON. M. TUPPER dit qu'il n'est pas responsable des allégations qui peuvent avoir été faites par d'autres personnes; mais quelles que soient les menaces ou les promesses qui aient été faites à M. McMILLAN il a continué à remplir les devoirs de sa charge, et a reçu la même rémunération après cette prétendue entrevue.

M. POWER dit qu'il avait compris que M. COSTLEY avait résigné par rapport au changement de gouvernement.—L'item est adopté.

Les items 42, 43, et 44, sous le même chef, sont adoptés.

Sur l'item 45, de \$40,000, pour défrayer la dépense probable requise relativement à l'Exposition de Philadelphie,

M. WOOD demande des explications.

SIR JOHN MACDONALD pense que le comité et le pays aimeraient à savoir quel est le programme quant à la dépense d'argent et autres détails.

L'HON. M. MACKENZIE dit que l'exposition de Philadelphie ouvrira en 1876. Le gouvernement des Etats-Unis a invité tous les autres gouvernements à envoyer les produits de leurs nations. Le gouvernement anglais a accepté l'invitation, et demandé qu'un certain espace lui fut réservé; et quand le gouvernement canadien en fut informé, il crut à propos de demander un certain espace. Les négociations concernant la représentation du Canada à cette exposition ne sont pas encore complètes. Plusieurs commissaires ont été nommés qui donnent leurs services afin d'organiser un plan

par lequel les produits de manufacture canadienne seraient expédiés à peu près de la même manière qu'ils furent expédiés en Angleterre pour l'exposition de 1851 et aussi à l'exposition de Paris. Le fret sur ces produits fut alors payé, et cette commission adoptera quelques moyens, soit en ayant une exposition provinciale en premier lieu, soit en entrant en arrangements avec les exposants à l'exposition provinciale pour réserver certains effets qui seraient expédiés à Philadelphie. Le montant placé dans le budget n'est que problématique. Nulle estimation fiable n'a été faite de la dépense nécessaire; elle peut être beaucoup moins ou excéder la somme placée au budget. Cette somme était demandée comme préliminaire nécessaire pour entreprendre l'exposition de produits canadiens, et le gouvernement considère qu'il est de l'intérêt public que des produits de manufacture canadienne soient exhibés à Philadelphie, et qu'une aussi grande variété d'objets que possible soit envoyée pour montrer ce que notre peuple peut faire en fait de manufactures. Des messieurs distingués ont été demandés de donner leurs services comme commissaires, et ils ont visité la cité de temps à autre, et ont tenu plusieurs assemblées afin d'aviser aux moyens à prendre pour atteindre ce but désirable.

M. DECOSMOS demande si on avait l'intention d'expédier à l'exposition des échantillons des ressources naturelles des diverses provinces.

L'HON. M. MACKENZIE dit que quoiqu'aucun plan n'avait encore été adopté, cela en formerait certainement partie.

L'HON. M. TUPPER comprend que l'hon. Premier avait dit que ce n'était point l'intention de nommer des commissaires salariés. Nul doute que les services de messieurs comme commissaires pourront être obtenus gratuitement, qui consacreront un certain temps à cette fin, mais il ne croit pas que le Canada pourra faire l'étalage qu'il est capable de faire, à moins que quelqu'un soit chargé de la responsabilité d'agir comme commissaire, et soit convenablement rémunéré pour ses services.

L'HON. M. MACKENZIE dit qu'il faut nécessairement un secrétaire et